Coordinations (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de égislation, première chambre, aisi par le Ministre du Congo elge et du Ruanda-Urundi, le 19 eptembre 1959, d'une demande 'avis sur un projet d'arrêté royal modifiant et remplaçant les arêtés royaux du 15 juillet 1929 elatifs à la mise à charge du udget colonial des traitements et ndemnités permanentes des offiiers et des traitements, soldes, alaires et indemnités permanentes es militaires de rang subalterne e l'armée métropolitaine détachés la Colonie", a donné le 28 sepembre 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e september 1959 door de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging en vervanging van de koninklijke besluiten van 15 juli 1929 betreffende de tenlastelegging, van de koloniale begroting, van de wedden en vaste vergoedingen van de officieren, en van de wedden, soldijen, lonen en vaste vergoedingen van de militairen in lagere rang, van het moederlands leger, die in de Kolonie zijn gedetacheerd", heeft de 28e september 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but de régler la situation pécuniaire des militaires mis à la disposition du Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi pendant la période intermédiaire entre leur départ de l'armée métropolitaine et leur admission dans les cadres d'Afrique, ou, inversement, entre leur départ de l'administration d'Afrique et leur réadmission à l'armée métropolitaine.

\+

\+ \+

La mise à la disposition du Ministre du Congo belge des militaires des forces armées fait l'objet d'une disposition de l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées.

L'article 25, alinéas 1er et 2, de cet arrêté dispose :

"Les militaires des forces armées détachés au service de la Colonie cessent d'émarger au budget de la Défense nationale à partir du premier du mois qui suit la date de leur mise à la disposition de la Colonie.

Ceux qui cessent d'être détachés au service de la Colonie reprennent leurs droits au traitement à charge du budget de la Défense nationale à partir du premier du mois qui suit la date de leur réadmission dans les cadres des forces armées métropolitaines".

.../...

Une disposition analogue figure à l'article 25 de l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel de la gendarmerie.

Il résulte des arrêtés royaux du 9 avril 1952 que les traitements des militaires non admis au service de l'administration d'Afrique ou qui quittent cette administration, ne seront imputés sur le budget de la Défense nationale que le premier du mois suivant leur réadmission dans les forces métropolitaines.

Or, selon le projet, ces militaires cessent d'être rémunérés à charge du budget du Congo belge à la veille de la date à laquelle ils sont remis à la disposition du Ministre de la Défense nationale.

L'application des arrêtés du 9 avril 1952 et du projet risque donc de donner lieu à une interruption du paiement des traitements entre le jour de la réadmission dans les forces métropolitaines et le premier du mois qui suit cette réadmission.

Il conviendrait de mettre les arrêtés du 9 avril 1952 en concordance avec le projet.

+

\+ +

.../...

Dans le préambule, il est superflu de viser les arrêtés royaux du 15 juillet 1929, ceux-ci faisant l'objet d'une disposition qui les abroge.

\+

\+ \+

Le projet emploie les termes "traitements et indemnités permanentes" quand il vise le statut pécuniaire des officiers, et "traitements, soldes salaires et indemnités permanentes" quand il vise celui des militaires de rang subalterne.

L'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées ne fait pas de distinction quant au mode de rémunération entre les officiers et les sous-officiers de carrière d'une part, et les militaires servant à la faveur d'un engagement ou d'un rengagement d'autre part. Les uns comme les autres ont droit au traitement. L'emploi des mots "soldes" et "salaires" ne se justifie dès lors plus.

\+

\+ \+

L'article 3 prévoit que les militaires au service de l'administration d'Afrique qui sont révoqués, démis pour cause d'inaptitude morale ou démissionnaires,

.../...

cessent de bénéficier d'un traitement à charge du budget du Congo à la date de cessation de leurs fonctions. Il en est de même, selon le projet, pour ceux qui sont placés dans la position de disponibilité.

L'article 53 de l'arrêté royal du 13 janvier 1959 portant statut des agents de l'administration d'Afrique énumère les cas de mise en disponibilité. Dans certains cas, la mise en disponibilité donne droit à un traitement d'attente, dans d'autres, au contraire, les intéressés ne reçoivent aucun traitement (article 65).

Il ne serait pas raisonnable d'exclure du bénéfice de l'article 2, celui qui, pendant la période de disponibilité avec traitement d'attente, cesse de faire partie du personnel de l'administration d'Afrique en vue de sa mise à la disposition du Ministre de la Défense nationale.

Il convient donc de préciser dans l'article 3 que l'article 2 ne s'applique qu'aux seuls militaires placés dans la position de disponibilité sans traitement.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet n'appelle que des observations de forme ne nécessitant aucun commentaire et qui résultent du texte proposé ci-après :

.../...

ARRETE ROYAL RELATIF A LA MISE A CHARGE DU BUDGET DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI DES TRAITEMENTS, ALLOCATIONS ET INDEMNITES DES MILITAIRES DE L'ARMEE METROPOLITAINE MIS A LA DISPOSITION DU MINISTRE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge, notamment l'article 8;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi;

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les traitements, allocations et indemnités des officiers et des militaires de rang subalterne de l'armée métropolitaine, mis à la disposition du Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi en vue de leur admission éventuelle au service de l'administration d'Afrique, sont pris en charge par le budget du Congo belge à compter du jour où ces traitements, allocations et indemnités cessent d'être versés aux intéressés par l'armée métropolitaine en application des dispositions du statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées et jusqu'au jour où le traitement d'activité d'Afrique leur est dû.

.../...

En cas de non-admission au service de l'administration d'Afrique des militaires mentionnés à l'alinéa 1er, le paiement de ces traitements, allocations et indemnités prend fin la veille de la date à laquelle les intéressés sont remis à la disposition du Ministre de la Défense nationale.

Article 2.-

En ce qui concerne les officiers et les militaires de rang subalterne mentionnés à l'article 1er qui quittent le service de l'administration d'Afrique, le budget du Congo belge supporte la charge de leurs traitements, allocations et indemnités métropolitaines à compter du jour où ils cessent de percevoir un traitement prévu par le statut du personnel d'Afrique, jusqu'à la veille de la date à laquelle ils sont replacés à la disposition du Ministre de la Défense nationale.

Article 3.-

L'article 2 ne s'applique pas aux officiers et militaires de rang subalterne, révoqués de leur grade et de leurs fonctions à l'administration d'Afrique, démis pour cause d'inaptitude morale, démissionnaires ou placés dans la position de disponibilité sans traitement.

Article 4.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 15 juillet 1929 mettant à charge du budget colonial les traitements, soldes, salaires et indemnités permanentes des militaires de rang subalterne de l'armée métropolitaine détachés à la Colonie;

.../...

2° l'arrêté royal du 15 juillet 1929 mettant à charge du budget colonial les traitements et indemnités permanentes des officiers de l'armée métropolitaine détachés à la Colonie.

Article 5.-

Le présent arrêté produit ses effets le 1er juin 1959. Il sera publié au Moniteur belge et au Bulletin officiel du Congo belge.

Article 6.-

... (comme au projet) ...

Donné à le

PAR LE ROI :

Le Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi,

Doel van het ontwerp is de regeling van de geldelijke toestand van de ter beschikking van de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi gestelde militairen over de periode tussen hun heengaan uit het moederlandse leger en hun opneming in de Afrikaanse kaders of, omgekeerd, tussen hun heengaan uit het bestuur in Afrika en hun wederopneming in het moederlandse leger.

\+

\+ +

Ten aanzien van de militairen van de krijgsmacht die ter beschikking van de Minister van Belgisch-Congo zijn gesteld, is er een bepaling in het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht.

Artikel 25, eerste en tweede lid, van dit besluit bepaalt :

"De militairen van de krijgsmacht die in dienst van de Kolonie zijn gedetacheerd, worden niet meer op de begroting van het Ministerie van Landsverdediging betaald vanaf de eerste der maand volgend op de datum waarop zij ter beschikking van de Kolonie zijn gesteld.

Zij die ophouden in de dienst van de Kolonie gedetacheerd te zijn, hebben opnieuw recht (op) een wedde ten bezware van de begroting van Landsverdediging vanaf de eerste der maand volgend op de datum waarop zij weder in het kader van de krijgsmacht van het moederland zijn opgenomen".

.../...

Een soortgelijke bepaling staat ook in artikel 25 van het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het personeel der Rijkswacht.

Uit de koninklijke besluiten van 9 april 1952 volgt, dat wedden van militairen die niet tot de dienst van het bestuur in Afrika worden toegelaten of die uit dit bestuur treden, eerst met ingang van de eerste der maand welke op hun wederopneming in de moederlandse krijgsmacht volgt, op de begroting van Landsverdediging worden aangerekend.

Volgens het ontwerp echter komt aan de bezoldiging van die militairen ten laste van de begroting van Belgisch-Congo een einde daags vóór de dag waarop zij opnieuw ter beschikking van de Minister van Landsverdediging worden gesteld.

De toepassing van de besluiten van 9 april 1952 en van het ontwerp kan dus leiden tot een onderbreking in het uitbetalen van de wedden tussen de dag der wederopneming in de moederlandse krijgsmacht en de eerste van de maand die daarop volgt.

De besluiten van 9 april 1952 zouden met het ontwerp in overeenstemming moeten worden gebracht.

\+

\+ \+

.../...

In de aanhef hoeft niet te worden verwezen naar de koninklijke besluiten van 15 juli 1929, die immers worden opgeheven.

\+

\+ +

Het ontwerp gebruikt de termen "wedden en vaste vergoedingen" waar het de bezoldigingsregeling van officieren betreft, en de termen "wedden, soldijen, lonen en vaste vergoedingen" voor die van militairen van lagere rang.

Het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht maakt, wat de wijze van bezoldiging betreft, geen onderscheid tussen beroepsofficieren en -onderofficieren enerzijds, en militairen die dienen ingevolge een dienstneming of een wederdienstneming anderzijds. Zowel de enen als de anderen hebben recht op wedde. Het is dus niet meer verantwoord van "soldijen" en "lonen" te spreken.

\+

\+ +

Volgens artikel 3 van het ontwerp ontvangen militairen in dienst van het bestuur in Afrika, die worden "ontzet" , wegens morele ongeschiktheid worden ontslagen, of ontslag geven, niet langer een wedde ten bezware van de begroting van Congo, vanaf de dag dat aan hun ambt een einde komt. Hetzelfde geldt, volgens het ontwerp, voor hen die "in disponibiliteit worden gesteld".

.../...

Artikel 53 van het koninklijk besluit van 13 januari 1959 houdende het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika geeft een opsomming van de gevallen van terbeschikkingstelling. In sommige gevallen geeft terbeschikkingstelling aanspraak op wachtgeld, in andere ontvangen de betrokkenen geen enkele wedde (artikel 65).

Het zou niet redelijk zijn het voordeel van artikel 2 te ontzeggen aan hem die, tijdens de periode van terbeschikkingstelling met wachtgeld, ophoudt tot het bestuurspersoneel in Afrika te behoren om ter beschikking van de Minister van Landsverdediging te worden gesteld.

Artikel 3 behoort dus ook te bepalen, dat artikel 2 alleen op militairen zonder wedde, die ter beschikking zijn gesteld, toepasselijk is.

\+

\+ \+

Voorts zijn bij het ontwerp alleen opmerkingen te maken wat de vorm betreft; zij behoeven geen commentaar en blijken uit de hierna voorgestelde tekst :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE AANREKENING VAN WEDDEN, TOELAGEN EN VERGOEDINGEN DER MILITAIREN VAN HET MOEDERLANDSE LEGER DIE TER BESCHIKKING ZIJN GESTELD VAN DE MINISTER VAN BELGISCH-CONGO EN VAN RUANDA-URUNDI, OP DE BEGROTING VAN BELGISCH-CONGO EN VAN RUANDA-URUNDI.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 18 oktober 1908 op het Gouvernement van Belgisch-Congo, inzonderheid op artikel 8 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Wedden, toelagen en vergoedingen van officieren en van militairen van lagere rang van het moederlandse leger, die ter beschikking van de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi worden gesteld met het oog op hun eventuele toelating tot de dienst van het bestuur in Afrika, worden door de begroting van Belgisch-Congo ten

.../...

laste genomen vanaf de dag waarop deze wedden, toelagen en vergoedingen bij toepassing van de bepalingen van het geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht ophouden door het moederlands leger aan de betrokkenen te worden uitgekeerd, tot de dag waarop de activiteitswedde in Afrika hun is verschuldigd.

Ingeval de in het eerste lid bedoelde militairen niet tot de dienst van het bestuur in Afrika worden toegelaten, komt aan de uitkering van deze wedden, toelagen en vergoedingen een einde daags vóór de dag waarop de betrokkenen opnieuw ter beschikking van de Minister van Landsverdediging worden gesteld.

Artikel 2.-

Van officieren en militairen van lagere rang als bedoeld in artikel 1, die uit de dienst van het bestuur in Afrika treden, neemt de begroting van Belgisch-Congo de moederlandse wedden, toelagen en vergoedingen ten laste vanaf de dag waarop zij ophouden een door het statuut van het personeel in Afrika bepaalde wedde te ontvangen, tot daags vóór de dag waarop zij opnieuw ter beschikking van de Minister van Landsverdediging worden gesteld.

Artikel 3.-

Artikel 2 is niet van toepassing op officieren en militairen van lagere rang die uit hun graad en hun ambt bij het bestuur in Afrika worden ontzet, wegens morele ongeschiktheid worden ontslagen, ontslag geven of zonder wedde ter beschikking worden gesteld.

.../...

Artikel 4.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 15 juli 1929 dat de wedden, soldijen, lonen en vaste vergoedingen van de militairen van lagere rang van het moederlandse leger, die in de Kolonie zijn gedetacheerd, ten laste legt van de koloniale begroting ;

2° het koninklijk besluit van 15 juli 1929 dat de wedden en vaste vergoedingen van de officieren van het moederlandse leger, die in de Kolonie zijn gedetacheerd, ten laste legt van de koloniale begroting.

Artikel 5.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1959. Het zal worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad en in het Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo.

Artikel 6.-

... (zoals in het ontwerp) ...

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
De Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
J. LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.